

## **Vous avez dit audit ?**

Nous étions, briquet à la main, sur le point d'allumer un cierge à la Bonne Mère lorsque l'audit des écoles que nous attendions depuis si longtemps est tombé du ciel !

D'une main fébrile, nous avons cliqué sur le fichier zip pour y découvrir le discours de notre adjoint aux écoles en chef, une jolie fiche de presse avé le logo de notre chère ville et... un fichier Excel de 18.8 Mo.

Etonnant ! décevant ? Ce document ne peut pas être le document rendu par l'APAVE et QUALICONSULT, les deux bureaux de contrôle réglementaire en charge de l'audit, mais un document de travail interne aux services de la mairie. Créé par qui ? modifié quand ?

Communiqué aux journalistes en conférence de presse, la Ville fait passer ce fichier Excel pour le résultat du marché public à plusieurs millions passé par l'ancienne municipalité afin de révéler au monde que les attaques contre sa gestion des écoles n'était que du "Marseille bachingueu". Il n'en est rien !

Ce fichier, qui aurait été mis au point dans des laboratoires de recherche militaire secrets par des experts internationaux du domaine (vu le tarif, c'est le moins qu'on puisse attendre) défriserait le premier amateur de tutos "Excel pour les nuls" venu.

224841 lignes sur un seul onglet, aucune nomenclature, aucun plan des écoles décrites... Mais bien sûr, il s'agit de la classe M, à côté du WC D, au-dessus du local Y...

Malgré tout, nous avons quelque peu sondé le contenu de ce document et nous y recensons 66 écoles ayant un problème avec leur registre de sécurité incendie, ce qui devrait faire pâlir d'angoisse tout responsable du patrimoine scolaire. Visiblement pas le nôtre.

Nous partons à la recherche d'une école que nous connaissons bien : l'école National. Vous savez, c'est l'école dans laquelle il était possible de prendre une douche tout en écoutant la maîtresse lorsqu' il pleut, et ce depuis plus de 5 ans.

Voyons, recherchons le mot clé "toiture" car on imagine que lorsqu'il pleut dans une classe, l'eau vient d'en haut. Note "étanchéité toiture": 4/5. Si c'est la notation prévue, nous n'osons imaginer l'état des toitures ayant une note inférieure.

Notons ici que c'est bien la crédibilité de l'audit qui nous est présenté que nous mettons en cause, puisque malgré cette "bonne note" la Ville a jugé utile de faire réaliser des travaux sur la toiture cet été... Mais faute de suivi des travaux, un petit garçon s'est retrouvé les pieds dans l'eau dans sa salle de classe et il a fallu recommencer...

Nous ne sommes pas experts en bâtiment et pourtant nous remarquons très vite que le document se concentre sur les effets du désordre et non pas sur sa cause. Prenons l'exemple des dalles de faux plafond, cache misère dont raffolait l'ancienne mairie. Il ne s'agit pas seulement de les remplacer lorsqu'elles sont gorgées d'eau mais également de rechercher la fuite à l'origine du problème pour y mettre un terme. Une fois pour toutes.

Si la mairie s'est vraiment basée sur ce document, les 256126238 euros TTC risquent de ne pas suffire...

Le constat n'est donc que visuel, ce qui était prévu dans l'appel d'offre mais se révèle très largement insuffisant. Comment a été jugée la solidité des bâtiments si la moindre serrure qui empêche l'inspecteur d'accéder à des locaux lui fait faire demi-tour ? Qui sont ces inspecteurs ? Sont-ils qualifiés ? Aucun élément transmis ne permet d'en juger. Si ce document était réellement l'audit à 2 millions, comment le nouvel adjoint pourrait nous expliquer que "les structures et les fondations du patrimoine scolaire ne présentent aucune pathologie menaçant la solidité du bâtiment".

Pour en revenir à l'appel d'offre, que vous trouverez en annexe, il est question de photographies soignées d'ensemble, de signalements, de croquis, de contrôle de l'humidité des murs, d'investigations complémentaires... Nous avons à la place un fichier Excel semblant venir des années 80.

Prétendre faire de la transparence en livrant à la presse ce type de document est révélateur d'une méconnaissance de ce qu'est la transparence et le code des relations entre le public et l'administration alors même que le PM en a fait un de ses piliers lors de la campagne des municipales...

Nous sommes attristés d'avoir espéré et tant attendu pour ce pataquès qui n'est pas glorieux, et qui devrait choquer tous les fervents défenseurs de la transparence. Nous sommes têtus, nous exigeons donc toujours que la Ville communique les livrables complets de l'audit rendus par l'APAVE et QUALICONSULT. Nous demandons également à ce que les rapports des commissions de sécurité soient rendus publics comme l'avis récent de la CADA le demande.

Le Collectif des Écoles de Marseille

Annexes :

[cahierDesChargesAudit](#)

[resultatAppelDoffre](#)

[communiquPRE](#)